

## Délégués de l'opposition et représentants du pouvoir vont se retrouver à Arusha

RFI, 12-07-2016 Burundi : deuxième round des discussions pour sortir de la crise à Arusha Les discussions sur l'avenir du Burundi reprennent ce mardi 12 juillet à Arusha pour essayer de sortir le Burundi de la crise. Pour cette deuxième session, l'ancien président tanzanien Benjamin Mkapa réunit le pouvoir, l'opposition rest e au Burundi, et certains acteurs de la société civile. Le mouvement en exil Cnared, lui, n'est pas invité. Certaines formations ont été conviées, mais pas le mouvement en tant que tel.

De nombreux habitants parlent d'une paix de fa sade. Les manifestations, les affrontements et les attentats sont moins nombreux qu'il y a quelques mois, mais la sécurité n'est pas encore compl tement rétablie. La confiance encore moins. Les perquisitions sont quasiment quotidiennes à dans les quartiers dits contestataires, ceux qui s'étaient mobilisés contre le nouveau mandat du président Pierre Nkurunziza.   Des témoins et ONG dénoncent régulièrement des assassinats ciblés, des arrestations arbitraires, expliquent que le pouvoir cherche à faire taire les voix dissonantes. Le Cnared toujours persona non grata... Les autorités démentent. Elles répondent qu'un dialogue est déjà engagé au Burundi. Une commission mène depuis des mois des consultations qui pourraient aboutir à une nouvelle Constitution. En fait, les seuls exclus, explique le gouvernement, sont ceux que Bujumbura considère comme des  terroristes . En l'occurrence, le mouvement en exil du Cnared. L , pas de négociation possible à les autorités refusent catégoriquement de s'asseoir à la même table. C'est sans doute la raison pour laquelle le facilitateur a préféré une fois encore inviter à Arusha à les différentes formations du Cnared individuellement, mais pas le mouvement en tant que tel. ...Mais les membres de la plateforme autorisés à participer volonté de contribuer à sortir le Burundi de sa crise, comme le Cnared l explique, ou tentative de sauver les meubles comme le laisse entendre le pouvoir burundais, la principale coalition d opposition du Burundi a fait un virage à 180 degrés en autorisant ses membres invités à titre individuel à participer à cette nouvelle session. Et ses dirigeants qui n'ont pas été invités en raison de l'hostilité du pouvoir sont aussi à Arusha pour tenter de convaincre le facilitateur Benjamin Mkapa de les convier pour la suite en tant qu'entité. A Arusha, ils vont donc retrouver, mais de loin, les représentants du gouvernement burundais, du parti au pouvoir et de ses alliés. Mais il y aura aussi cette fois un peu plus de délégués de l'opposition politique burundaise et de la société civile indépendante aujourd'à en exil qu'au cours du premier round. Vers une feuille de route ces premières discussions, le facilitateur tanzanien a relevé les principales questions de fond qui devraient faire l'objet de futures négociations, de l'accord d'Arusha et de la Constitution à l'espace politique et démocratique, en situation sécuritaire au Burundi. Pendant ces trois jours, il n'y aura pas de discussions entre les différentes parties, mais Benjamin Mkapa va les recevoir les unes après les autres, pour tenter de dégager un calendrier de négociations et la liste définitive des invités, selon des sources concordantes. Le facilitateur va alors soumettre sa feuille de route pour le Burundi aux chefs d'Etat de la communauté d' frique de l'Est, en fin de semaine, en marge du sommet de l' frique africaine à Kigali.